

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

6 février 2021

---

**PROGRAMMATION LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS MONDIALES - (N° 3699)**

Retiré

**AMENDEMENT**

N ° AE486

présenté par

M. Potier, Mme Laurence Dumont, M. Alain David, M. Hutin et M. Jérôme Lambert

-----

**ARTICLE PREMIER****CADRE DE PARTENARIAT GLOBAL**

Après l'alinéa 35, insérer l'alinéa suivant :

La France s'engage à définir avec ses partenaires une stratégie vis-à-vis des pays du Sahel et d'Afrique Subsaharienne reflétant la dimension systémique des difficultés que connaît cette région. Cette stratégie s'appuie dans sa mise en œuvre de manière intégrée sur l'ensemble des leviers de politiques publiques dont elle dispose – développement, sécurité, diplomatie, alimentation et agriculture notamment – pour pleinement tirer parti des synergies que leur association pourrait créer. A l'appui de cette stratégie, la France s'attache dans son approche vis-à-vis des pays du Sahel et d'Afrique Subsaharienne à leur consacrer une part croissante de son aide publique au développement d'ici 2025, majoritairement délivrée sous forme de dons, notamment dans le cadre du projet de la Grande muraille verte.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le présent amendement déposé par le groupe Socialistes et apparentés vise à compléter le Cadre de Partenariat Global (CPG) en faisant de la stratégie vis-à-vis des pays d'Afrique Subsaharienne et du Sahel une priorité de sa politique de développement, en s'appuyant notamment sur le projet de « Grande Muraille verte ».

Ce dernier projet reliant 11 pays du Sénégal à Djibouti a pour objet de fournir, simultanément, des solutions politiques à des menaces environnementales multiples et complexes, telles que la dégradation des terres, la désertification, la sécheresse, le changement climatique, la perte de biodiversité, la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Il entend assurer le développement socio-économique des Communautés locales par des plateformes polyvalentes d'Activités Génératrices de Richesses (AGR), renforcer l'accès aux services sociaux de base, gérer la transition vers l'Economie verte et éradiquer la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Le One Planet Summit du mois de janvier en a fait une de ses annonces phares en promettant des financements importants de bailleurs de fonds pour ce projet africain, pour les africains et pour lutter contre l'avancée du désert.

L'aide publique au développement de la France au Sahel ne peut que s'inscrire dans ce dispositif intégré et concerté.